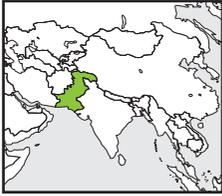


Gaspillage du potentiel pour un véritable développement



La stratégie de développement du Pakistan est presque entièrement centrée sur la croissance économique et elle ne se soucie presque pas des questions environnementales et sociales. Le pays possède le potentiel pour fournir l'énergie à sa population, mais il n'a pas de planification assurant que ceux étant les plus affectés par les mégaprojets soient également pris en compte. La pénurie d'eau est une question à aborder immédiatement au cas où le fleuve Indus se retrouverait à sec, provoquant une sévère sécheresse. Il devient urgent de disposer de données fiables sur le nombre de travailleurs en régime d'esclavage existant dans le pays, pour que les fonctionnaires du gouvernement ne puissent plus nier les droits à ces travailleurs hautement exploités alors que l'économie profite des bénéfices de leur travail.

Civil Society Support Programme (CSSP)

Hannah Campbell

Conseillère du développement

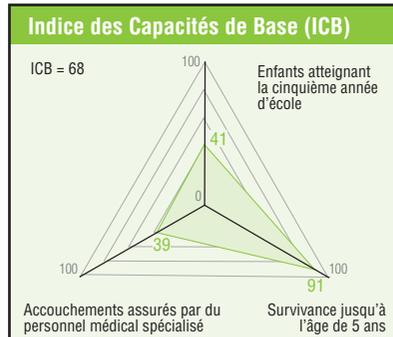
Les inondations massives de 2010 ont dévasté une surface d'environ 160 000 km² et ont affecté environ 20 millions de personnes au Pakistan dont la plupart vivaient et travaillaient dans le secteur agricole. Ces personnes ont perdu non seulement leurs maisons mais aussi leurs moyens de subsistance. Suivant les estimations, plus de deux millions d'hectares de cultures ont été perdues lors des inondations ; par conséquent, les fruits et les légumes doivent maintenant voyager pendant des heures pour arriver dans les régions qui, auparavant, avaient beaucoup de produits frais. Tout cela, ainsi que l'augmentation du prix du pétrole, a provoqué une augmentation significative du prix des produits périssables, dont l'effet a été dévastateur sur les communautés déjà pauvres du Pakistan¹.

Les mécanismes de survie développés pendant les dernières décennies par les communautés riveraines ont également été minimisés par la haute croissance démographique et par la pauvreté persistante ainsi que par une série de facteurs concernant l'administration du sol, y compris le déboisement, l'intrusion graduelle de l'eau dans les zones proches de la rivière, le développement d'infrastructures physiques et la maintenance du fleuve et des barrages du canal.

En raison de plans et de politiques d'infrastructure inadéquats, la saison de la mousson de 2011 a aussi dévasté le pays, en laissant une grande partie de la région de Sindh sous l'eau.

Réponse d'urgence : succès et échecs

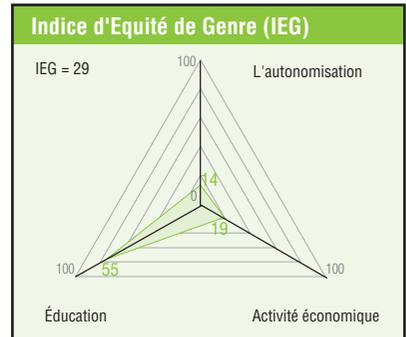
Environ deux millions de familles affectées par les inondations ont reçu du Gouvernement des « cartes Watan » d'approvisionnement dont chacune garantit l'accès à 100 000 PKR (environ 1170 USD). Le programme a comporté une faille importante. Il a été décidé d'attribuer ces cartes aux chefs de famille hommes à travers le système du Document national d'identité électronique (DNIE). Ceci a provoqué l'exclusion automatique des orphelins, des familles dont le chef est une femme et de centaines de milliers d'hommes et femmes ayant émigré des zones affectées avant les inondations et qui n'étaient pas inscrits du fait que leurs DNIE appartenaient à d'autres dis-



tricts. Les niveaux de fraude ont été élevés ; ceux qui étaient enregistrés dans plus d'un camp de réfugiés inondés ont obtenu plus d'une carte Watan. La population n'a pas reçu de formation pour utiliser les distributeurs automatiques et le nombre de distributeurs disponibles était insuffisant. Il a été fréquent de voir des victimes des inondations qui vendaient leurs cartes pour de l'argent comptant (jamais pour la valeur totale). Des engrais et des semences ont été distribués gratuitement aux agriculteurs. Cependant, le projet a reçu des plaintes à cause de la mauvaise qualité des semences et du manque d'accès au programme.

La distribution de l'aide destinée aux personnes affectées par les inondations a été viciée et corrompue. Des milliers de sinistrés sont restés sans accès à des droits de base tels que la santé, l'éducation, le logement, la nourriture et la dignité. La situation s'est encore aggravée en raison de l'existence de travailleurs en régime d'esclavage. Ceux qui travaillaient dans le secteur agricole se sont retrouvés non seulement sans leurs maisons, mais aussi avec leur zone d'habitat et de travail sous l'eau. Par conséquent, leur capacité à payer cette dette déjà interminable est devenue de plus en plus délicate.

Les organisations de la société civile ont émis une Charte des Citoyens qui établit que les politiques « sociales, économiques, commerciales et celles ayant trait à la sécurité nationale et extérieure du pays favorisent, toutes, de par leur nature, l'expulsion et exigent un nouveau développement ainsi que l'incorporation d'un calendrier de développement et de progrès en faveur de la population »².



Écorégion et questions concernant le delta de l'Indus

Les glaciers tibétains se replient à un rythme inquiétant ; dans le court terme, cela provoquera l'augmentation de la taille des lacs, des inondations et des avalanches de boue ; dans le long terme, une fois que les glaciers auront disparu, l'approvisionnement d'eau au Pakistan sera en danger³. En 1984, la Banque mondiale a démarré le programme Canal de drainage de la rive gauche (*Left Bank Outfall Drain – LBOD*) qui inclut la création d'un canal de drainage de 300 km depuis l'est de la province de Sindh jusqu'à la mer. Au début, cela a amélioré l'agriculture le long de la zone nord du drainage et de nombreux agriculteurs qui auparavant avaient quitté la région pour trouver du travail dans les zones urbaines sont revenus.

Néanmoins, en 1999 un cyclone provoqué par la mousson a déclenché la fracture du drainage et a dévasté des milliers d'hectares consacrés à l'agriculture. Quatre ans plus tard, les inondations ont provoqué des dégâts encore plus importants : 50 habitants y ont trouvé la mort et environ 50 000 personnes ont été déplacées. À cause du haut niveau de salinité des eaux souterraines, dû aux inondations, l'eau potable a commencé à manquer et la détérioration d'un nombre significatif d'hectares consacrés à l'agriculture a provoqué d'énormes pertes économiques⁴. Les défaillances techniques du projet LBOD s'expliquent du fait que, afin d'éviter de traverser la frontière avec l'Inde, le lien de marée a été conçu contre la pente naturelle du terrain et le drainage traversait les terres humides et luttant contre les puissants vents de la mousson.

³ Voir : <www.afp.com>.

⁴ Voir : <www.devex.com/en/articles/world-bank-water-project-imperils-pakistan-fisherfolk>.

¹ Voir : <www.bbc.co.uk/news/south-world-asia-11875204>.

² Voir : <www.humanrights.asia/news/forwarded-news/AHRC-FST-098-2010>.

Au Pakistan, un système artificiel d'irrigation et de drainage a mené à l'élimination sans contrôle des effluents et des déchets chimiques des usines du Lac Manchar qui, à leur tour, débouchent dans la mer. Les grands canaux de la région nord, tels que le Chashma et le Tausa, sont aussi responsables de la pénurie d'eau douce. Ils ont été conçus pour être utilisés pendant les périodes d'inondations ; cependant, de par la mauvaise administration et la corruption, ils sont constamment utilisés pour le moment. Ceci a réduit non seulement la quantité d'eau dans les fleuves et les canaux du sud ; en aval, le secteur de conservation du delta n'a plus suffisamment d'eau pour maintenir ses régions humides, habitat pour un grand nombre de crevettes et de poissons, outre leur rôle fondamental lors de l'arrivée des catastrophes naturelles. Le Delta Kotri est aussi une région où stationnent les oiseaux migratoires qui viennent de Sibérie, reconnue au niveau mondial ; cependant, à cause du manque d'eau, à l'heure actuelle il ne reste que quelques mouettes.

À mesure que ces fleuves se terminent avant de déboucher dans la mer d'Arabie, l'absence de limon a provoqué une intrusion dangereuse de la mer dans les terres. La mer a déjà gagné plus de 8100 km² de terrain et a obligé les communautés côtières à migrer vers l'intérieur en détruisant l'industrie de la pêche. Il faut réaménager de toute urgence les rives des fleuves et corriger le cours de l'eau, mettre en place un système de désenvasement des fleuves et arrêter le mauvais usage des canaux qui ravagent les terres humides.

Les familles qui ont vécu et travaillé depuis des générations sur les rives de l'Indus luttent maintenant pour que leur pêche puisse garantir leur survie. On estime que la pêche a diminué d'environ 70-80 % dans certains villages et de nombreux agriculteurs ont remplacé la production de riz par celle du tournesol demandant moins d'eau et dont les bénéficiaires sont presque les mêmes ; mais cela signifie aussi qu'il y a moins d'aliments disponibles. Le manque d'eau dans les fleuves représente aussi une grave menace pour les dauphins de l'Indus qui sont maintenant en danger d'extinction.

Charbon : menaces et opportunités potentielles

Le district de Tharparkar, dans la province du Sindh, est riche en ressources naturelles y compris de grandes mines de charbon (parmi les cinq réserves de charbon les plus importantes du monde), avec un million et demi d'habitants. Un projet de Gazéification du charbon souterrain (GCS) a été proposé pour la région. Cette méthode pourra générer 5000 MW d'électricité pendant au moins 800 ans.

La plupart des résidents de Tharparkar appartiennent aux minorités indigènes. Ces groupes sont doublement désavantagés au sein de leur société car ils sont non seulement hindous, mais aussi *dalits*, appelés aussi parias, une auto désignation de personnes considérées traditionnellement intouchables. Ce sont des gens dépourvus de biens, dépendant de l'agriculture non irriguée et de l'élevage, et qui désirent tout simplement que leurs moyens de subsistance et leurs traditions soient respectés. Leur

EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE AU PAKISTAN

Le Pakistan, tout comme la plupart des pays en voie de développement, contribue très peu aux émissions totales de gaz à effet de serre. Cependant, leurs effets sont considérables. Par exemple :

- La fonte des glaciers dans l'Himalaya augmentera les inondations avant d'affecter les ressources hydriques au Pakistan lors des deux ou trois prochaines décennies.
- Il est prévu que la disponibilité d'eau douce diminuera, ce qui provoquera aussi une perte de la biodiversité que la pénurie d'eau potable.
- Les zones côtières qui longent la Mer d'Arabie représenteront un grand risque pour la montée des niveaux des mers.
- Il faut s'attendre à ce que les rendements des cultures diminuent en provoquant un haut risque de famine et d'insécurité alimentaire.
- La morbidité endémique et la mortalité vont augmenter en raison des maladies associées aux inondations et aux sécheresses, alors que la hausse de la température des eaux côtières augmentera l'incidence du choléra.
- Les inégalités sociales liées à l'utilisation des ressources deviendront de plus en plus profondes provoquant ainsi instabilité, conflits et déplacement de la population et des modifications dans les mouvements migratoires¹.

¹ Voir : <www.lead.org.pk/cc/basicguide_climate_change.html>.

inquiétude, en partie, découle d'une augmentation dramatique de la population du Thar qui provoque un niveau de pauvreté plus élevé et une plus grande pénurie des ressources. En outre, pour le projet GCS, on vise à sous-traiter un service externe au lieu d'embaucher les résidents locaux.

Pour le moment, le Gouvernement n'a rien proposé de solide ni pour la réinstallation des résidents du Thar ni pour prendre en compte leur bien-être. Pour cette raison, en 2010, la Banque mondiale s'est retirée du projet, ce qui a représenté un coup dur pour le développement durable du pays.

Travail sous le régime d'esclavage

En dépit de nombreuses dispositions légales visant à réduire le travail en esclavage, cette pratique s'applique notamment dans des régions où il y a des fours à briques, des fabriques de tapis et minières, la pêche, l'industrie minière, le broyage de pierres et de briques, la fabrication de chaussures, des toiles mécaniques, le tri des déchets et l'agriculture. Cette pratique est adoptée dans toutes les provinces mais notamment au Sindh et au Punjab. Il existe un grand manque de données fiables concernant les chiffres, voilà la raison pour laquelle le problème n'est toujours pas abordé⁵. L'OIT a révélé qu'en 1993, près de 20 millions de travailleurs se trouvaient en conditions d'esclavage au Pakistan ; et en 2009, seulement 1 700 000. Cependant, les ONG affirment que seulement dans la province du Sindh il y a environ 1 million trois cent mille personnes qui travaillent en esclavage⁶.

⁵ G. M. Kundi et B. Shah, *Bonded Labour and Constrained Role of Pakistan Government in its Eradication*, Department of Public Administration, Gomal University, Dera Ismail Khan, 2006.

⁶ Voir : <www.tbl.com.pk/the-menace-of-bonded-labour-in-pakistan-agricultural-sector/>.

Solutions à long terme

Le Gouvernement doit concevoir un plan global pour protéger les communautés locales, la pêche et l'agriculture, ainsi que pour conserver des zones environnementales importantes, telles que les terres humides. Le plan doit comprendre la réactivation de l'agriculture et la fourniture d'équipements améliorés de pêche pour les personnes affectées par la mauvaise gestion du fleuve, l'incitation à l'élevage et à la production de lait, aux activités génératrices de revenus, l'approvisionnement d'eau potable et un plan à long terme pour la réactivation de l'éducation et des centres sanitaires dans la zone⁷.

Toute l'eau polluée rejetée dans la Mer d'Arabie devrait être traitée et contrôlée périodiquement afin de préserver la vie marine. Il est nécessaire de concevoir un plan pour éviter l'intrusion de l'eau de mer dans les terres humides. Et pour faire face au problème de la pénurie d'eau, il faudrait mettre en place un système intégral de recyclage de l'eau et de collecte d'eau de pluie. Construire une série de petits barrages sur l'Indus peut s'avérer plus efficace que les grands canaux existants.

Étant donné que le Pakistan est fréquemment affecté par des catastrophes naturelles, il est crucial de mettre en œuvre un système efficace de réduction des risques de catastrophes et de cartographie des risques, en impliquant et en formant tous ceux ayant plus de probabilités de se voir affectés par des crises majeures afin d'assurer que le degré de dévastation et de destruction soit aussi faible que possible. Les autorités de l'Administration de catastrophes de chaque province devraient renforcer leurs efforts et impliquer les universités locales dans la réalisation de recherches sur le changement climatique. ■

⁷ Voir : <www.ifwatchnet.org/?q=en/node/6>.